

REPUBLIQUE FRANCAISE

SEANCE du 2 septembre 2015

Nombre de membres afférents au CM:19

Nombres de membres en exercice:18

Qui ont pris part à la délibération: 16

Date de la convocation 28 août 2015

Date d'affichage et de transmission en Sous-Préfecture le 4 septembre 2015

L'an deux mil quinze le **2 septembre** à 20 heures 30, le Conseil Municipal des ORMES, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Béatrice FONTAINE Maire des ORMES

Présents :

Mesdames BENITO Patricia, BRARD Béatrice CURIEN Véronique, FONTAINE Béatrice, MOREVE Nathalie PUGLIA Catherine, ROUSSEL Karine, , TERRIEN Hélène
Messieurs, BODIN Serge BRUNEAU Jean-Marie FERRAND Georges, GIVELET Eric, MORTREUIL Dominique, MUL TON Fabien, ROUGET Vincent SABOURIN Jacques

Absents excusé s: SAVOURIN Marie-France TABUTAUD François

A été élue Secrétaire CURIEN Véronique

Objet de la délibération :

2015/41

RECOMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Madame le Maire rappelle que la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités (RCT), modifiée par la loi 2012-1561 du 31 décembre 2012, a mis en place une procédure alternative d'accord entre les communes pour la détermination de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires.

Par ailleurs, le Conseil Constitutionnel dans sa décision n°2014-405 QPC du 20 juin 2014 a déclaré contraire à la Constitution, les dispositions du deuxième alinéa du I de l'article L5211-6-1 du code général des collectivités territoriales relatives aux accords locaux passés entre les communes membres d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération pour la composition du conseil communautaire, en considérant qu'elles méconnaissaient le principe d'égalité devant le suffrage.

Le Conseil constitutionnel a modulé les effets dans le temps de sa décision, en l'appliquant que dans trois cas de figure :

1°) pour les instances en cours, c'est-à-dire introduites devant les juridictions avant la décision du Conseil constitutionnel, contestant la composition du conseil communautaire prise en fonction d'un accord local ;

2°) lorsque le conseil municipal d'au moins une commune membre d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération ayant composé son conseil communautaire par accord local est partiellement ou intégralement renouvelé ;

3°) lorsqu'il est procédé à un mouvement de périmètre d'une Communauté de Communes ou d'une communauté d'agglomération.

La démission du maire de Vellèches et l'organisation des élections partielles qui a suivi a donc nécessité de modifier le nombre et la répartition des sièges de la Communauté de Communes au mois de février 2015.

Cependant, la remise en cause des accords locaux par la décision du conseil constitutionnel du 20 juin 2014 (Déc n° 2014-405 QPC) aurait eu une forte incidence sur les communautés de communes et les communautés d'agglomération. Environ 90 % des 2 100 organes délibérants des communautés de communes et des communautés d'agglomération mis en place à l'issue des élections municipales des 23 et 30 mars 2014 ont été constitués sur la base d'un accord local.

Fort de ce constat, et désireux de réintroduire dans la loi un dispositif permettant la mise en place d'accords locaux, les sénateurs Alain Richard et Jean-Pierre Sueur ont déposé une proposition de loi visant à réintroduire la faculté d'un accord local plus strictement contraint, dans le respect de la décision du Conseil constitutionnel précitée. Ainsi, la loi n°2015-264 du 9 mars 2015 a donc autorisé de nouveau les accords locaux et introduit de nouvelles règles. La loi prévoit que les communautés de communes ayant dû, comme celle des Portes du Poitou, recomposer leur conseil communautaire depuis la décision du Conseil constitutionnel peuvent initier la nouvelle procédure de l'accord local pendant une période de 6 mois à compter de la promulgation de la loi, soit au plus tard le 10 septembre 2015.

De plus, cette nouvelle loi précise que la répartition des sièges pouvant être attribués dans le cadre d'un nouvel accord local doit respecter 5 conditions cumulatives :

- 1. le nombre total de sièges répartis entre les communes ne peut excéder de plus de 25 % celui qui serait attribué en application des dispositions « classiques » ;*
- 2. les sièges sont répartis en fonction de la population municipale de chaque commune, authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;*
- 3. chaque commune dispose d'au moins un siège ;*
- 4. aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges ;*
- 5. la part de sièges attribuée à chaque commune ne peut s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf lorsque la répartition effectuée en application des dispositions de droit commun conduirait à ce que la part de sièges attribuée à une commune s'écarte de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale et que la répartition effectuée par l'accord maintient ou réduit l'écart à la moyenne, et sauf lorsque deux sièges seraient attribués à une commune pour laquelle la répartition effectuée en application du 1° du IV conduirait à l'attribution d'un seul siège.*

Madame le Maire informe que Monsieur le Sous-Préfet par courrier lui a rappelé les nouvelles dispositions de la loi n°2015-264 du 9 mars 2015 et lui a précisé que la répartition actuelle et le nombre de sièges du conseil communautaire des Portes du Poitou devait à nouveau être modifié impérativement dans les délais impartis.

Madame le Maire invite le conseil municipal à délibérer sur le nombre et la nouvelle répartition des sièges au sein du conseil communautaire. Il ou elle précise que le nombre de sièges de droit commun est de 31 mais qu'un accord local est aussi possible avec 37 sièges et la répartition suivante :

Dangé-Saint-Romain : 6 ; Ingrandes-sur-Vienne : 4 ; Les Ormes : 4, Saint-Gervais-Les-Trois-Clochers : 3, Antran : 3 ; Oyré : 2 ; Buxeuil : 2 ; Usseau : 2 ; Vaux-sur-Vienne : 2 ; Port-de-Piles : 2 ; Leigné-sur-Usseau : 1 ; Leugny : 1 ; Saint-Rémy-sur-Creuse : 1 ; Vellèches : 1 ; Saint-Christophe : 1 ; Sérigny : 1, Mondion : 1.

Madame le Maire propose de retenir la solution de l'accord local de 37 sièges avec la répartition détaillée précédemment.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

☐ *accepte la proposition de l'accord local à 37 sièges répartis de la manière suivante :*

Dangé-Saint-Romain : 6 ; Ingrandes-sur-Vienne : 4 ; Les Ormes : 4, Saint-Gervais-Les-Trois-Clochers : 3, Antran : 3 ; Oyré : 2 ; Buxeuil : 2 ; Usseau : 2 ; Vaux-sur-Vienne : 2 ; Port-de-Piles : 2 ; Leigné-sur-Usseau : 1 ; Leugny : 1 ; Saint-Rémy-sur-Creuse : 1 ; Vellèches : 1 ; Saint-Christophe : 1 ; Sérigny : 1, Mondion : 1.

☐ *autorise Madame le Maire à signer tous les actes nécessaires à la réalisation de cette décision.*

*Pour extrait conforme
Aux ormes le 3 septembre 2015
Béatrice FONTAINE
Maire*